



Revue Intelligence Stratégique  
Journal des publications scientifiques  
Volume 5, numéro 14  
Octobre-Décembre 2022  
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488  
<https://doi.org/10.62912/>

**ENJEUX ECONOMIQUES POUR L'EMERGENCE DE LA SOUS-REGION  
D'AFRIQUE CENTRALE A L'ERE DE LA MONDIALISATION. REGARD SUR LA  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

---

**Ovine MAVILA LUNZAYILADIO**

Assistante et Auditrice pour le DEA en Relations Internationales à l'Université Pédagogique  
Nationale/Kinshasa-RDC

**RESUME**

*Cette étude s'est consacrée à démontrer les nouveaux enjeux économiques pouvant conduire à l'émergence de la République Démocratique du Congo, à étudier les obstacles qu'elle rencontre et les défis à relever pour réussir l'internationalisation des échanges dans la sous-région d'Afrique centrale en particulier et la scène internationale en général, et à proposer des solutions sur l'émergence de RDC à cette ère de la mondialisation.*

**Mots-clés :** *enjeux économiques, émergence, mondialisation, Afrique Centrale, RDC.*

**ABSTRACT**

*This study was devoted to demonstrating the new economic stakes that could lead to the emergence of the Democratic Republic of Congo, to studying the obstacles it faces and the challenges to be met in order to succeed in the internationalisation of trade in the Central African sub-region in particular and the international scene in general, and to proposing solutions for the emergence of the DRC in this era of globalisation.*

**Keywords :** *economic issues, emergence, globalisation, Central Africa, DRC.*

**INTRODUCTION**

La période d'après la Seconde Guerre mondiale, particulièrement celle faisant suite à la dislocation du bloc socialiste, la chute du Mur de Berlin, la réunification de l'Allemagne a permis la mise en place d'un nouvel ordre

mondial : « l'espace monde ». En effet, sous la houlette des nouvelles technologies de l'information et de la communication faisant du monde actuel un village planétaire, l'économie mondiale en général et le commerce international en particulier enregistre des bons formidables.

La production, la distribution sont animées par de firmes oligopolistiques qui ont délibérément choisi le marché mondial comme échelle. La mondialisation et la globalisation consacrent ainsi l'avènement de produits universels qui sont consommés partout de la même manière. Elle opère en même temps une mutation profonde qui se manifeste dans tous les secteurs. Une donne qui exige des nouvelles stratégies permettant aux Etats d'être des acteurs en lieu et place de subir à travers le jeu de rapport de force.

En effet, étant donné que la mondialisation implique la convergence de marché s'opérant dans le monde entier, il nous apparait que les grands bénéficiaires de cette mondialisation sont les pays riches ou industrialisés grâce à leur participation active et leur compétitivité dans le marché mondial. Leurs consommateurs ont accès à une diversité des biens et à un faible prix et les détenteurs de capitaux obtiennent un meilleur rendement de leurs capitaux. Voilà ce qui a donné naissances aux sociétés secrètes dont certaines opèrent dans la violence à travers des groupes terroristes.

Cependant, les pays africains en général et la République Démocratique du Congo en particulier restent en marge de la mondialisation, un fait qui résulte de l'instabilité des institutions, de non-respect de lois, de la corruption qui est érigé en système de gestion dans cet Etat.

En outre, ce fait s'explique par la détérioration de terme d'échanges que subissent le pays suite aux exportations des produits bruts qui sont toujours fluctuant sur les marchés internationaux dont la tendance est revue toujours à la baisse ; et aux importations des produits à forte valeurs ajoutés qui coutent très cher. Surtout l'influence des sociétés multinationales en quête de la sauvegarde de leurs intérêts fabriquent des groupes armés qu'elles financent afin de créer le chaos leurs permettant d'exploiter les matières premières en vue de rentabiliser leurs affaires.

La République Démocratique du Congo à l'instar des autres pays développés ou non a intérêt à participer aux échanges internationaux. Mais cette insertion nécessite une participation active à l'élaboration d'une politique publique efficace visant la transformation des produits bruts en produit fini ainsi qu'au transfert des technologies.

Sur ce, en vue de booster l'internationalisation des échanges, nous nous sommes posés des questions ci-après : quels sont les nouveaux enjeux économiques pouvant la conduire la RDC à l'émergence en cette ère de la mondialisation ? Quels sont les obstacles rencontrés et les défis à relever afin de réussir son internationalisation des échanges ? Quelles sont les solutions proposées pour son émergence ? Par quelle manière faire de ces ressources des réelles richesses pour la République ?

Pour pallier ces questions, nous abordons tour à tour les points sur l'internationalisation des échanges, obstacles rencontrés par la RDC et défis à relever, enjeux accélérant l'émergence la RDC et des suggestions.

## **I. INTERNATIONALISATION DES ECHANGES**

L'une des voies qui peuvent amener la RDC à accéder dans la mondialisation est l'intégration. Nous voyons ici l'intégration au niveau nationale et régionale. Cette dernière prône la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, l'élimination des obstacles pouvant entraver cette libre circulation afin de créer un climat d'affaires susceptible d'attirer les investisseurs tant publics que privés.<sup>1</sup>

Pour ce faire, avant de s'internationaliser, la RDC doit développer d'abord les échanges au niveau national et ensuite au niveau sous-régional, pour s'insérer au niveau mondial. Cependant, il se pose des problèmes d'intégration du fait que les Etats africains ont été tracés d'après les intérêts des puissances colonisatrices. D'où, on y trouve plusieurs peuples dans lesquels règne un climat de méfiance en lieu et place de manifester la volonté de s'intégrer et susciter les échanges intra-nationaux ou intra-régionaux.

---

<sup>1</sup> KABENGELE D. K., *Les problèmes d'intégration économique*, éd. Contradictions Africaines et pauvretés, Kinshasa, 2008, pp. 45-49.

Par conséquent, la libre circulation des biens, des services et des personnes prônée par l'Organisation Economique de l'Afrique Centrale (CEEAC) n'est pas tellement effective, car les Etats ne manifestent pas la volonté d'ouvrir leurs frontières faute de climat d'insécurité qui règne dans la sous-région. Il y a des agressions entre eux, surtout entre les pays des Grand Lacs.

Pourtant, une fois qu'au niveau national cette intégration réussie, il y aura facilité de réussir l'intégration au niveau sous-régional pouvant permettre son accession au marché mondial. Sur ce, l'intégration sous-régionale doit être au sens réel du terme. A cet effet, nous préconisons au préalable la reprogrammation et la déprogrammation positive de mentalités, car il faut d'abord investir sur l'homme congolais et africain en général une démarche constituant un préalable à une intégration effective et sincère.

## **II. OBSTACLES RENCONTRES PAR LA RDC ET DEFIS A RELEVER**

Les obstacles auxquels fait face la République Démocratique du Congo pour son internationalisation des échanges sont entre autre liés à l'absence de l'industrialisation ; des obstacles d'ordre infrastructurel, liés à des réseaux routiers insuffisamment fiables, des réseaux ferroviaires archaïques de faible densité qui n'offrent pas de possibilité d'interconnexion, de la précarité des services aériens, au trafic sur le réseau fluvial insuffisamment exploité et enfin des obstacles d'ordre économique.

Vu ces obstacles, pour réussir l'internationalisation des échanges, la RDC doit relever comme défis l'acquisition des industries ; la construction des infrastructures ; l'unification douanière, fiscale et divers domaines de coopération et la stabilité du cadre macro-économique.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> NGANGU T., « Nouvelles stratégies pour l'intégration économique », dans *MMC*, Kinshasa, 23 mars 2014, p. 26.

### **III. ENJEUX ACCELERANT L'EMERGENCE LA RDC**

Vu le problème de la détérioration des termes de l'échange que subissent ce pays suite aux exportations des produits de base qui sont toujours fluctuants sur les marchés internationaux et dont la tendance est revue toujours à la baisse, et aux importations constituées pour la plupart des produits à forte valeur ajoutée<sup>3</sup>, la République Démocratique du Congo possède des matières premières stratégiques, parmi lesquelles certaines sont déjà des produits finis et d'autres qui sont très recherchés et nécessitent de transformation. Sur ce, dans ce travail, nous en avons énuméré trois, en l'occurrence : l'eau douce, la forêt et le coltan.

#### **III. 1. Gestion de l'eau et de la forêt**

##### **III. 1. 1. Eau**

Jadis les conflits liés à l'eau étaient des conflits pacifiques, mais la pression démographique a changé la donne. Dans beaucoup d'endroit de la planète, on utilise des armes pour régler ces conflits. D'ailleurs, les spécialistes avaient préconisé que la Troisième Guerre mondiale sera la guerre de l'eau. Le criminologue Alain Bauer note que les problèmes liés à l'eau se sont multipliés ces dernières années. L'accélération des menaces et des tensions est spectaculaire.<sup>4</sup>

En effet, l'eau venant de la nature, la meilleure façon de la garantir est de préserver le milieu naturel. L'eau est donc, de moins en moins, souvent un cadeau de la nature. C'est presque toujours un produit manufacturé (traitement) en même temps un service (distribution). Cette production et ce service ont un coût. Un bien qui a un coût ne peut être considéré comme gratuit.

Toute eau est liée à des lieux, car elle est inégalement répartie sur la planète terre. Etant lourde et fragile, il n'existe pas de marché mondial de l'eau.

---

<sup>3</sup> GAHAMA J., « Une étude géopolitique des organisations régionales dans l'Afrique centrale », dans *Relecture critique*, Note n°3, juin 2012, p. 33.

<sup>4</sup> DELMAS P., *Le bel avenir de la guerre*, Gallimard, Paris, 1995, pp. 417-418.

Par la suite, toute réponse aux besoins d'eau est locale. Corollairement, aucune solution technique n'est valable partout. Un progrès planétaire ne peut résulter que de l'addition de progrès locaux. S'il est utile pour la pédagogie d'apprendre à économiser l'eau, le réchauffement climatique engendrera plutôt un accroissement de la quantité d'eau globale, tout en accentuant dramatiquement les disparités régionales.<sup>5</sup>

En effet, la RDC possède l'eau disposant des atouts à même de positionner le fonds bleu comme véritable catalyseur économique dans le pays. Le transport, la navigation, l'irrigation, les programmes hydro-électriques sont des programmes fédérateurs.

Néanmoins, cette ressource est entièrement inexploitée et contribue de façon marginale au développement de la sous-région, alors que son potentiel s'avère immense tant pour renforcer l'autonomie énergétique, que pour développer le secteur de transport fluvial ou améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable de la population. Cette eau séquestre au moins 10% du carbone dans le monde et génère une partie importante nécessaire à la vie de toute l'humanité.<sup>6</sup>

Les grandes puissances cherchent à imposer les pays du Bassin du Congo afin que ledit fleuve devienne un patrimoine mondial. Comme nous venons de le dire si haut, l'eau est inégalement répartie dans la planète, toute réponse au besoin d'eau est locale. Mais le fleuve Congo traverse la République Démocratique du Congo et la République du Congo. Ce sont ces derniers qui sont sensés assurer sa gestion. Tous ceux qui auront besoin de cette eau n'ont qu'à verser une somme auprès de ces pays parce qu'en fait, c'est un service qui leur serait rendu.

Ce fleuve est un important réservoir pour des besoins multiples : c'est une source d'eau potable qui est également exploitée pour les besoins d'eau en agriculture irriguée. Etant donné son double importance, réelle et symbolique, l'eau, source de vie, relève toujours d'une responsabilité

---

<sup>5</sup> *Ibidem*.

<sup>6</sup> DOUALA R., « un fond pour la mise en valeur du Bassin du fleuve Congo », dans *Scidevnet*, disponible sur [www.Scidev.net](http://www.Scidev.net), consulté le 13 mai 2018.

politique. La solution miracle n'est pas de ce monde. Aux gouvernants de choisir, et aux électeurs de valider ces choix les plus transparents possibles quant à la gestion de l'eau.<sup>7</sup>

Les autorités de la République Démocratique du Congo devraient mutualiser leurs efforts, afin de faire de cette économie bleue comme moteur du développement du pays.

Bien que l'eau puisse constituer un produit fédérateur, la réalité sur terrain démontre qu'elle est plutôt un moteur de conflits qui va embrasser l'Afrique Centrale, car l'accroissement du désert de Sahara exige une nouvelle configuration de coopération militaire régionale en vue de préconiser les violences qui vont découler de la crise de l'eau qui, aujourd'hui défraye la chronique à travers le projet du transfert de l'eau du fleuve Congo pour alimenter le lac Tchad.

En effet, la démarche entreprise par les partis prenants sur la question du fleuve Congo constitue déjà le fer de lance d'une probable crise d'autant plus que la République Démocratique du Congo exclue des négociations y afférente alors que ce pays a déjà été victime du phénomène mbororo dont la communauté régionale offusquait. Dans cette perspective la crainte réside sur l'islamisation de cette problématique qui risque de constituer un frein au décollage de l'Afrique.

### **III. 1. 2. Forêt**

La forêt est l'une des richesses de l'Afrique centrale du point de vue géographique ayant une superficie de 1 725 000 km<sup>2</sup>, elle est considérée comme le deuxième poumon du monde après celle de l'Amazonie et possède une partie des solutions pour stabiliser le réchauffement climatique que tente d'échafauder la communauté internationale.<sup>8</sup>

---

<sup>7</sup> ORSENNA E., *L'avenir de l'eau : petit précis de la mondialisation*, Fayard, Paris, 2008, p. 343.

<sup>8</sup> FENE-FENE C., « La forêt tropicale de l'Afrique centrale », disponible sur [www.saintefamillebordeaux.org](http://www.saintefamillebordeaux.org), consulté le 11 avril 2018.

Au regard de ce qui précède, la communauté internationale, à l'occasion de la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Cop 21) à Paris avait promis aux Etats qui se partagent ladite forêt 100 millions d'euros par an afin de financer divers projets de la préservation de la forêt et la viabilisation des eaux de cette sous-région.<sup>9</sup> Mais, la question que nous nous posons actuellement est de savoir : si cette somme arrive réellement au pays, auprès de qui et quels travaux ou projets dont cette somme est allouée ? Puisque nous constatons une mégestion quant à ce, alors que les pays pouvait s'en approvisionner beaucoup de devises et réaliser plusieurs projets pouvant conduire à l'émergence du pays.

Ayant constaté que l'économie de la RDC est plus extravertie, la forêt et l'eau sont déjà des produits finis qu'elle peut présenter dans les échanges internationaux. Comme nous les avons soulignés précédemment que la communauté internationale avait promis 100 000£/an aux Etats du Bassin du Congo pour la préservation de la forêt et du fond bleu, et étant donné que la RDC occupe plus de 50% de la forêt du bassin du Congo, celle-ci doit avoir une bonne vision par rapport à cela et chercher à avoir une bonne partie vue sa position.

Ainsi, cette somme doit être allouée aux projets fructueux, des projets vont dans le sens de soutenir le non-déboisement de la forêt équatoriale tel que le recyclage de déchets plastiques, etc. Cette somme doit cesser d'enrichir les individus. C'est ainsi que nous demandons l'établissement d'un comité de suivi de cet agent pour qu'il contribue réellement à l'émergence de la RDC.

### **III. 2. Contrôle du coltan**

Le coltan est un minerai composite radioactif qui contient à la fois de la colombite et du tantale, d'où son nom. Mais, il contient également du plomb, du niobium, de l'uranium 238 et du thorium 232.

---

<sup>9</sup> DOUALA R., *Art. cit.*



Parmi ses composants, le tantale est très apprécié de certains industriels spécialisés. Car il sert à la fabrication des condensateurs, des microprocesseurs dont on sait l'actuel développement. Il est l'un des éléments qui permettent la miniaturisation de beaucoup d'appareils électroniques, car il présente deux caractéristiques physiques importantes : un taux de fusion élevé et une forte densité énergétique qui permettent de réguler la tension et de conserver l'énergie électrique, dans des volumes réduits.

C'est ainsi qu'il y a du tantale dans les ordinateurs et les téléphones portables. Mais le tantale intervient aussi dans la production d'aciers spéciaux qui doivent faire preuve d'une résistance à la chaleur, ceux utilisés dans les réacteurs des avions, par exemple.<sup>10</sup> On l'utilise dans la composition d'alliages de cobalt et de nickel dans l'aéronautique et la fabrication des réacteurs.<sup>11</sup> Raison pour laquelle, le coltan est devenu un minerai très recherché grâce à son utilisation dans l'industrie électronique.

Néanmoins, il devrait servir à booster l'économie de la RDC, mais il a longtemps été au cœur de conflits dont elle peine encore à se remettre. Ce minerai est au cœur de la guerre dans le pays, l'un des conflits les plus meurtriers depuis la Seconde Guerre mondiale avec plus de 6 millions de morts.

Pour mieux en tirer profit, la RDC étant l'un des Etats membre de la CEEAC, il faut que les organes de sécurité et de maintien de la paix de manière réactive de la CEEAC jouent leur rôle en empêchant l'escalade de la violence et des conflits armés en Afrique centrale.

En outre, cette matière doit être transformée à l'intérieur du pays d'où l'installation des usines de transformation de cette dernière s'avère nécessaire. Sur ce, les revenus de la forêt et de la gestion de l'eau peuvent aider ces Etats d'acquiescer les industries.

---

<sup>10</sup> LEFEUVRE-LAVAUD D., « Le coltan, source d'instabilité politique en Afrique centrale », disponible sur [www.collectif-communiste-polex.org](http://www.collectif-communiste-polex.org), consulté le 12 mai 2018.

<sup>11</sup> KANSOUN L.-N., « Le coltan pour le meilleur et pour le pire », dans *Agence écofin*, n°29, 18 mai 2018, disponible sur [www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com), consulté le 20 mai 2018.

Outre les revenus de l'eau et la forêt, l'agriculture aussi constitue un levier important dans la transformation structurelle des économies de l'Afrique centrale qui dispose d'un potentiel important en terre cultivable. Les recettes de cette dernière peuvent aussi participer à l'acquisition des industries. A titre corroboratif, en RDC pendant la première République, l'agriculture contribuait à la hauteur de 52% du budget national.

#### **IV. SUGGESTIONS**

##### **IV. 1. Restructuration des investissements et de la production**

Sur le plan international, il est impératif de restructurer les investissements et la production afin de permettre une plus grande participation des intérêts africains et une plus grande transformation des matières premières sur place au sein d'industrie de dimension régionale, voire nationale capable d'affronter la concurrence internationale.<sup>12</sup>

##### **IV. 2. Participation de secteur privé à l'intégration et au développement**

La promotion souhaitée des investissements passe par celle des secteurs privés nationaux et expatriés entre lesquels un partenariat respectable devrait être noué dans le cadre d'une confiance mutuelle. Pour y parvenir, la RDC doit favoriser un environnement propice en mettant en place de mécanisme de protection et de garantie des investissements susceptibles d'attirer au plus vite les investisseurs étrangers dans le pays, qui va générer aussi les emplois dans celle-ci.<sup>13</sup> Car, il faut noter une carence modérée de politique économique nationale est l'absence d'un volet explicite relatif à l'emploi.

Pourtant, l'exemple des autres régions du monde (l'Union Européen) révèlent qu'il s'agit d'un enjeu essentiel au développement national. C'est pourquoi, la mission essentielle de la redynamisation nationale en RDC doit être à travers une industrialisation plus poussée ; à générer des emplois par

---

<sup>12</sup> HAKIM B. et al., *L'intégration régionale en Afrique Centrale*, éditions Karthala, Paris, 2013, p. 74.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 75.

lesquels les 95,2 millions d'habitants deviendront des consommateurs en participant à la production et à la répartition de la richesse.

Dans cette optique, le secteur privé peut jouer un rôle essentiel de promotion d'emploi à condition qu'un environnement favorable lui soit créé. Parce que la RDC ne soutient guère des projets d'investissement. La grande majorité de secteur privé est constituée des petites entreprises informelles de dimension modeste et de technicité simple. Les grandes entreprises sont celles des étrangers.<sup>14</sup>

#### **IV. 3. Mise en place de la diplomatie économique**

La diplomatie ne doit pas seulement être au service de la politique, mais elle doit aussi être au service de l'économie. Lorsque les chefs d'Etat des pays développés voyagent, ils se font accompagner par des chefs d'entreprises. Au moment où les politiques discutent sur la politique, les entrepreneurs en profitent pour signer des accords économiques. Ce qui n'est pas le cas pour les chefs d'Etats africains en général que pour la République Démocratique du Congo en particulier. Dans la mesure où lorsqu'ils partent dans des conférences, on y trouve que des politiciens.

### **CONCLUSION**

Depuis l'effondrement du bloc soviétique, la scène internationale est de plus en plus caractérisée par la multipolarité de zones économiques, politiques dans un processus qui tend à l'élimination de toutes les barrières dynamiques liées à la mondialisation. Dans une assertion beaucoup plus économique, cette dernière vise une libéralisation des échanges, des investissements, de tous flux des capitaux ainsi que l'important accroissement de tous ces flux et la concurrence internationale.

---

<sup>14</sup> OUMAROU F. A., « Globalisation est secteur privé en Afrique centrale : leçon d'une expérience », dans *L'Afrique dans la globalisation économique, Arteits papiere*, n°62, 2006, pp.74-75.

Cependant, la mondialisation est vue pour beaucoup comme l'œuvre des puissants pour affirmer leur hégémonie et qui conduit aussi les faibles, particulièrement l'Afrique centrale, à devenir encore plus faibles sur la scène internationale.

A cet effet, la RDC doit multiplier des stratégies pour en tirer profit parce que, en ce qui concerne l'eau, les experts ont dit que la Troisième Guerre mondiale est celle de l'eau. D'où, il faut des stratégies adéquates pour bien la gérer et pour lutter contre toute pollution d'eau.

Quant à la forêt, celle-ci constitue une partie de ses solutions pour stabiliser le réchauffement climatique que connaît le monde. La RDC doit mettre en place un comité de suivi et une diplomatie agissante pour que la communauté internationale puisse réaliser sa promesse de 100 millions d'Euros par an faite lors de la Cop 21 et assurer une bonne gestion de cette somme en vue d'accroître le revenu du pays.

Le cotlan c'est une matière première convoitée, car il sert dans la fabrication des condensateurs, des microprocesseurs, des ordinateurs et de téléphones portables. Pour mieux en tirer profit, il doit être transformé à l'intérieur de la sous-région. Ce qui implique l'installation des usines de transformation de cette matière. D'où, les revenus de la forêt et de la gestion de l'eau peuvent aider à acquérir les industries.

Outre les revenus de l'eau et la forêt, l'agriculture aussi constitue un levier important dans la transformation structurelle des économies de l'Afrique centrale qui dispose d'un potentiel important en terre cultivable. Les recettes de cette dernière peuvent aussi participer à l'acquisition des industries.

Face à toutes ces réalités, nous proposons des options stratégiques suivantes : la reconstruction des investissements et de la production, la participation de secteur privé à l'intégration et au développement, la mise en place de la diplomatie économique et la mise en place d'une intégration réelle et effective.

Somme toute, la mondialisation et à la fois un piège et une opportunité pour l'Afrique Centrale, car elle se manifeste parfois de manière spectaculaire en affectant la vie des citoyens ordinaires. Mais elle est aussi un puissant moteur de l'amélioration de bien être de l'humanité. S'agissant de ses impératifs, la RDC doit tirer parti des aspects positifs de la mondialisation et atténuer les éléments négatifs. Ainsi, pour son émergence. La RDC doit connaître les vrais enjeux de la mondialisation pour elle, et connaître aussi les enjeux de la mondialisation entre les Etats sous régionaux et les autres Etats. C'est-à-dire, Elle connaître l'enjeu du jeu.

Quand toutes ces propositions seront prises en compte, c'est alors que la RDC deviendra compétitive et sera comptés parmi les pays émergents.

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DELMAS P., *Le bel avenir de la guerre*, Gallimard, Paris, 1995.
- DOUALA R., « un fond pour la mise en valeur du Bassin du fleuve Congo », dans *Scidevnet*, disponible sur [www.Scidev.net](http://www.Scidev.net).
- FENE-FENE C., « La forêt tropicale de l'Afrique centrale », disponible sur [www.saintefamillebordeaux.org](http://www.saintefamillebordeaux.org).
- GAHAMA J., « Une étude géopolitique des organisations régionales dans l'Afrique centrale », dans *Relecture critique*, Note n°03, juin 2012.
- HAKIM B. et al., *L'intégration régionale en Afrique Centrale*, éditions Karthala, Paris, 2013.
- KABENGELE D. K., *Les problèmes d'intégration économique*, éd. Contradictions Africaines et pauvretés, Kinshasa, 2008.
- KANSOUN L.-N., « Le coltan pour le meilleur et pour le pire », dans *Agence écofin*, n°29, 18 mai 2018, disponible sur [www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com).
- LEFEUVRE-LAVAUD D., « Le coltan, source d'instabilité politique en Afrique centrale », disponible sur [www.collectif-communiste-polex.org](http://www.collectif-communiste-polex.org).
- NGANGU T., « Nouvelles stratégies pour l'intégration économique », dans *MMC*, Kinshasa, 23 mars 2014.

- 
- NGOIE M.E., « Nouveaux Etats en Relations Internationales », Note de cours, 2<sup>ème</sup> licence R.I., UPN, Kinshasa, 2018.
- ORSENNA E., *L'avenir de l'eau : petit précis de la mondialisation*, Fayard, Paris, 2008.
- OUMAROU F. A., « Globalisation est secteur privé en Afrique centrale : leçon d'une expérience », dans *L'Afrique dans la globalisation économique*, *Arbeits papiere*, n°62, 2006.